

LA RIGUEUR...POUR LES AUTRES.

Soumis par Georges Martin

LA RIGUEUR... POUR LES AUTRES

Rigueur, rigueur, rigueur, ce mot raisonne dans toute l'Europe, même si certains font des minauderies ridicules pour ne pas le prononcer. Il est difficile de décrypter la signification précise de cette rumeur tant elle traîne de mensonges, de non-dits et d'intérêts camouflés. En arrière plan, se trouve la dictature européenne, courroie de transmission entre la dictature mondialiste et les dictateurs nationaux, le tout avec d'innombrables visages. Le résultat le plus visible est la ruine de l'Europe des 27, dont l'économie perpétuellement languissante est la risée du monde entier ; pourtant, au XIX^e siècle qui n'est pas si loin, l'Europe était un « dragon » et, aujourd'hui, elle aurait toujours tous les éléments pour tirer la croissance mondiale : ce n'est, hélas, pas le cas.

La prétendue rigueur fait suite aux incroyables encouragements à la faillite collective que vient d'organiser le pouvoir bruxellois. Celui-ci vient en quelque sorte d'institutionnaliser l'endettement sans fin en se donnant la possibilité légale d'emprunter et en poussant la B.C.E. à changer subtilement les principes sur lesquels elle agissait jusqu'ici. La capacité d'emprunter sans limite est une invitation claire à dépenser ; simultanément, la propagande officielle diffuse de gros mensonges : la Grèce paiera et les contribuables européens ne souffriront pas du tout. Dans cette course ouverte à la ruine les gouvernants politiques de tous ces pays européens sont étroitement solidaires, même ceux que leur propagande présente comme plutôt vertueux !

C'est alors que tout le monde sort le « gros mot » : rigueur. Pourquoi la rigueur et comment la rigueur ? Pour démêler l'inextricable, nous sommes conduits à pénétrer dans les cheminements secrets, multiples et tortueux de la « République Fromagère », ce système où, dans tous les pays, l'action publique converge pour assurer le bien-être c'est-à-dire la richesse des prédateurs publics.

Pourquoi la rigueur ?

Le seul point qui intéresse les politiques surtout du plus haut niveau c'est leur propre carrière et la richesse qui s'ensuit. Cela passe par les futures élections qui prennent place à des dates et sous des formes différentes dans les divers pays ; les autres problèmes concernent les « personnes d'en-bas », comme l'un d'entre eux les dénommaient, et ils ne les intéressent pas car ces politiques ne sont pas du même « milieu » que ces gens d'en-bas : ces derniers sont condamnés à s'occuper de médiocres problèmes comme l'équilibre de leur budget. Or, il se trouve momentanément qu'une apparence de rigueur peut être payante sur le plan électoral, notamment sous les gros yeux de la « sondagerie » nouvelle forme de traficotage de la prétendue démocratie. C'est une première explication.

S'ajoute la panique devant les agences de notation ; cette panique est telle qu'à Bruxelles certains ont proposé sans rire de leur imposer une réglementation. Quelle étrange idée ! Jouer les Cassandre n'est pas de tout repos avec le risque bien connu de générer le malheur que l'on veut précisément éviter. Ces agences sont d'ailleurs d'une gentillesse fort suspecte ; elles viennent de noter AAA la sécurité sociale française sous le prétexte que l'Etat français la garantissait en fait ! La non gestion de ce monstre qu'est la « sécu », source inépuisable de ruine pour le peuple français, est ainsi sacralisée !

Enfin, se trouve sans doute la peur des marchés. Les divers gouvernements espèrent naïvement que les marchés se calmeront dès lors que de brillantes incantations orchestrées par les médias annonceront la fin des déficits par une prétendue rigueur. La référence aux marchés permet à l'occasion d'accuser les vilains spéculateurs, ce qui masque le rôle destructeur des acteurs publics. Malheureusement personne ne peut lutter longtemps contre les marchés même par des incantations : ils reflètent très souvent le bon sens populaire et le talent des personnes responsables que sont les gérants de grands fonds.

Comment la rigueur ?

Les divers gouvernements se réfèrent aux critères de Maastricht qu'aucun pays sauf exception notable, n'observe et ils s'engagent à revenir dans les clous dans un avenir le plus lointain possible ! Personne ne reconnaît qu'en admettant un certain déficit et un certain endettement public, sous prétexte de les contrôler, ces critères sont en eux-mêmes déjà des invitations à la ruine. En tout cas les faits sont têtus ; les critères si imparfaits sont enfoncés partout : 20 des 27 pays de l'Union sont sous le coup d'une procédure pour déficit excessif, dont la France et l'Allemagne ; celles-ci ont promis de faire des efforts vers la sagesse mais bien entendu et par légitime prudence vers 2013 ou plus loin : cela veut dire jamais. Comment ajouter le moindre crédit à des promesses de respecter les critères dans un avenir incertain prononcées par des gens qui les ont piétinés allègrement depuis longtemps pour leur bon plaisir et dont nul ne sait s'ils seront encore aux affaires dans cet avenir incertain ?

Le détail des mesures imaginées dans les divers pays se ressemblent : diminution des aides diverses, réduction des

retraites, impôts divers surtout vers les riches. En fait, partout, ce sont des mesures qui vont casser encore plus les machines économiques. Pour détruire les déficits il faut libérer l'économie des multiples entraves qui la ficellent afin de laisser aux chefs d'entreprise petites ou grandes la liberté de créer de la richesse.

Dans le concert de la rigueur, une constante existe partout en Europe : les gouvernants échappent à l'austérité qu'ils imposent cruellement aux autres; c'est tellement vrai que chacun est convié à s'émerveiller gentiment de la petite gaminerie que Cameron a imposé à ses ministres en diminuant leurs salaires de 5 % !

La vraie rigueur serait que les « princes qui gouvernent » abandonnent une large part du formidable butin public qu'ils se partagent avec allégresse dans toute l'Europe et qu'ils libèrent l'économie.

Ce ne peut être le cas tant ils sont prisonniers de leur idéologie interventionniste et de leurs propres intérêts étroitement enchevêtrés.

Michel de Poncins